Bonjour chers congressistes, bonjour à tous,

Merci à toi Christian et le SE-Unsa d'une manière générale, de me permettre aujourd'hui, de vous faire un bref historique de la page d'histoire qui s'écrit en ce moment, dans mon département, la Guyane.

En effet, depuis une dizaine de jours un mouvement social de très grande ampleur a débuté. La Guyane est aujourd'hui au bord de l'asphyxie. Toute activité économique et circulation sont bloquées. Les principaux axes routiers sont occupés par des manifestants menés par des collectifs de citoyens portant des revendications fortes contre la violence et l'insécurité régnant sur le territoire (« les 500 frères », « Trop violans »). Les acteurs des différents secteurs économiques et sociaux renforcent la mobilisation : les transporteurs routiers, les agents d'EDF, les agriculteurs, les agents hospitaliers…..et bien entendu tous les enseignants, notamment ceux du SE-UNSA Guyane.

C'est la Guyane toute entière qui crie son mal-être et son ras-le-bol. Tous les secteurs d'activité rejoignent le mouvement qui s'amplifie de jour en jour, et ce, depuis le 23 mars suite à la réaction excessive des forces de l'ordre contre les manifestants et les élus gazés à l'entrée du Centre Spatial Guyanais. Toute la population se montre solidaire et exhorte les collectifs et les élus à rester unis.

Le recteur a fermé jusqu'à nouvel ordre tous les établissements du 2nd degré. Les Maires ayant fait de même pour les écoles. Plus aucune marchandise ne sort du port maritime. Les avions en provenance de Paris sont soit déroutés vers les Antilles soit annulés. Un appel à la grève générale a été lancé par toutes les organisations syndicales, hier, lundi 27 mars 2017. Il s'agit donc d'une crise majeure qui secoue notre département.

Il est plus qu'urgent que le gouvernement prenne la mesure de ce mouvement qui ne faiblit pas mais bien au contraire s'intensifie. La réponse du 1er ministre qui a envoyé samedi 25 mars une mission interministérielle, où aucun ministre n'était présent, n'est pas satisfaisante et est même vécue comme un manque de respect par la population Guyanaise. Les différents collectifs ont donc clairement annoncé à la délégation qu'ils ne la rencontreraient pas et attendraient que les ministres concernés par le mouvement se déplacent en personne en Guyane.

Dans le domaine de l'Education, les différents syndicats se mobilisent pour établir un plan d'urgence pour l'Education. Les adhérents et militants de l'Unsa sont très mobilisés.

Au niveau des médias nationaux, la situation de la Guyane n'est que maintenant relayée.

Nous demandons au congrès réuni ce jour de nous apporter tout son soutien afin de porter au plus haut des services de l'Etat nos revendications, dans le domaine de l'Education notamment. La Guyane est un département français et à ce titre elle doit avoir droit aux mêmes considérations que n'importe quel autre département français : liberté, égalité, fraternité.

Les difficultés auxquelles nous sommes confrontés depuis de trop nombreuses années méritent une réponse à la hauteur de nos exigences pour une éducation ambitieuse et de qualité pour tous les enfants de Guyane.

Nous avons besoin de tous les soutiens et relais pouvant nous aider à sortir victorieux de ce conflit le plus rapidement possible.

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS, CHERS CONGRESSISTES, CHERS AMIS.

La Guyane, ses enfants et les enseignants de l'Unsa vous remercient de votre attention et du soutien que vous leur apporterez !

so-unsa.org